

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 8 décembre 2021
(Convocation du 1^{er} décembre 2021)

Aujourd'hui, le huit décembre deux mille vingt et un à 14h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à la loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021, sous la présidence de Monsieur Paul Carrère

| | |
|--|-----|
| Conseillers en exercice | |
| • Nombre | 53 |
| • Voix | 322 |
| Présents | |
| • Nombre | 32 |
| • Voix | 208 |
| Pouvoirs | |
| • Nombre | 1 |
| • Voix | 1 |
| Majorité simple selon article 11.2 des statuts | |

| | |
|---------------------------|-----|
| Suffrages exprimés | |
| Pour | |
| • Nombre | 33 |
| • Voix | 209 |
| Contre | |
| • Nombre | 0 |
| • Voix | 0 |
| Abstention | |
| • Nombre | 0 |
| • Voix | 0 |

Etaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Isabelle Antier, Mme Nathalie Barrouillet, Mme Agathe Bourretère, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Paul Carrère, M. Damien Delavoie, M. Charles Pelanne, M. Bernard Pouban, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier
- Pour la Région membre : M. Éric Sargiacomo
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Isabelle Nogaro, M. Jean-Yves Arrestat, M. Philippe Baron, M. Francis Betbeder, M. Philippe Brethes, M. Philippe Castets, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Didier Gaugeacq, M. Patrick Maunas, M. Laurent Nolibois, M. Jean-Pierre Rémy,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Bernard Lougarot

Etaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les communautés de communes membres : Mme Pascale Réquenna

Etaient excusés :

- Pour les Départements membres : M. Pierre Brau-Nogué, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. René Castets, M. Julien Dubois, M. Francis Dupouey, M. Marc Saint-Estevan
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, M. Pierre Cazères, M. Michel Cuyaubé, M. Pierre Lajus, M. Denis Lanusse, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Jean-Marc Lescoute, M. Christophe Pugnetti
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Michel Bareyt, M. Antoine Lequertier, M. Didier Sakellarides

Secrétaire de séance : Mme Céline Salles

**OBJET : Affaires diverses / Risques fluviaux - Adhésion à France Dignes****Exposé des motifs :**

France Dignes est une association loi 1901, dont l'objectif est de structurer et consolider la mission de gestionnaire de digues en favorisant les échanges techniques, le partage des savoir-faire et l'échange d'expériences, en développant les connaissances des gestionnaires par des formations et en créant des outils métiers spécifiques.

L'association France Dignes a pour missions de :

- mettre en réseau, animer et assister les gestionnaires de digues et d'ouvrages de protection contre les crues en constituant un lieu d'échanges et de partage d'expériences, de savoirs et d'informations ;
- renforcer les compétences métier des gestionnaires de digues par des actions de formation et de professionnalisation de la filière ;
- représenter la profession auprès des différentes instances, être porte-parole des gestionnaires, interlocuteur et force de proposition ;
- assurer une veille technique et réglementaire ;
- assurer la conception et la maintenance d'outils et méthodes spécifiques et assister ses membres à leur utilisation (SIRS Dignes, etc.) ;
- conduire des analyses pour le réseau de gestionnaires et de participer à des projets européens et internationaux.

France Dignes propose à ses adhérents, entre autres, de bénéficier d'un important réseau de gestionnaires et de professionnels de la gestion des digues, de participer gratuitement à des journées techniques ciblées sur les besoins de ses adhérents, de bénéficier d'une veille réglementaire, de disposer de documents et notes techniques destinés aux gestionnaires, d'orienter les actions de l'association, de prendre part à différentes réunions (comité technique, groupes de travail thématiques...), d'avoir un accès privilégié et une assistance à l'utilisation du logiciel métier SIRS Dignes, d'avoir un compte adhérent à la plate-forme d'échanges (site internet) de France Dignes à laquelle pourront participer professionnels et experts, contenant une veille journalistique et technique, un forum, des documents techniques, etc.

La compétence gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) confiées aux EPCI-FP est obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2018. La gestion des ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et les submersions relève de cette compétence.

Dans un contexte de constantes évolutions réglementaires et techniques, et face à la complexité de ces dernières, il est pertinent que l'EPTB, du fait de ses rôles de coordination des politiques de prévention des inondations à l'échelle du bassin et des missions confiées par les EPCI-FP, participe à un réseau s'appuyant sur des échanges d'expériences et de bonnes pratiques sur la gestion des digues.

La cotisation annuelle à l'association est fixée à 750 €, pour la part fixe, à laquelle s'ajoute une part variable en fonction du linéaire de digue géré calculée à raison de 30 €/km de digue géré. Par délégation de compétence d'une partie des EPCI-FP du bassin, l'EPTB intervient sur un linéaire total de 15 km situé sur les territoires des communautés de communes du Pays Grenadois, Chalosse Tursan et Terres de Chalosse. Le montant total de cotisation qui sera appelée auprès de l'EPTB s'élèvera donc à 1 200 €.

Par ailleurs, chaque membre est amené à désigner un représentant titulaire et un représentant suppléant.

Vu la loi n°2010-15-63 du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales, et notamment son article 73,

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et l'affirmation des métropoles,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1111-8 et R. 1111-1,

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-7 et L. 213-12,

Vu le décret n°2015-1038 du 20 août 2015 relatif aux établissements publics territoriaux de bassin et aux établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau,

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.



Vu le décret n°2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques,
Vu le décret n°2019-895 du 28 août 2019 portant diverses dispositions d'adaptation des règles relatives aux ouvrages de prévention des inondations,
Vu l'arrêté interpréfectoral PR/DC2PAT/2018/n°94 en date du 16 mai 2018 portant modification des statuts du syndicat mixte « Institution Adour »,
Vu l'article 10.1 des statuts en vigueur de l'EPTB portant sur les modalités inhérentes à la délégation de compétence,

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

Article 1

- d'approuver l'adhésion de l'Institution Adour à l'association France Dignes,
- de désigner Monsieur Didier Gaugeacq comme représentant titulaire au sein de cette association et Monsieur Paul Carrère comme représentant suppléant,
- d'inscrire les crédits nécessaires à l'adhésion, soit 1 200 € au budget principal,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 8 décembre 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE